



**Journée de mobilisation massive le 17 octobre dans la Somme
(entre 15 et 20 000 à Amiens), comme dans toute la France**

Une seule réponse du gouvernement : la répression.

Le 24 aux côtés des organisations de jeunesse : on continue !

Et le 5 novembre : on prépare la généralisation de la grève !

En quelques semaines, face à l'accélération des mobilisations dans ce pays, le gouvernement Macron nous fait basculer dans un autre monde :

- Interdictions de manifester
- Couvre feux
- Annonce d'envoi de militaires dans le cadre des manifestations prévues samedi 24
- Menaces de recourir à l'Etat d'urgence, ou pire.

Car ce gouvernement aux abois sait sa politique rejetée en profondeur dans le pays.

Une nouvelle situation s'ouvre pour nos revendications. Une situation aussi pleine de périls et de menaces, que font peser Macron et Lecornu sur nos libertés démocratiques.

Juste après une journée de grève de la fonction publique réussie, depuis des semaines notre UD CGT, nos Unions locales, se sont déployées aux côtés des jeunes lycéens. Des jeunes déterminés qui, jour après jour, bloquaient leur lycée, manifestaient, sur des revendications qui sont les nôtres : assez de sacrifice, ils veulent étudier dans des bâtiments qui ne sont pas en ruine, ils veulent des profs, ils veulent pouvoir étudier, ce que parcours sup interdit à des centaines de milliers d'entre eux.

Nous avons très vite été témoins d'une répression sauvage : les lycéens ont été gazés pendant des jours, chargés par la police. Puis ce sont des dizaines d'arrestations qui ont été opérées dans tout le département, un gazage systématique.

Nos équipes militantes se sont déployées à leurs côtés pour assurer leur sécurité. Car c'est la responsabilité des organisations de travailleurs d'assurer la sécurité de nos enfants qui manifestent pour leur avenir ! Prenant en charge des enfants de 15 ans blessés, en train d'étouffer sous les gaz lacrymo, qui découvraient la violence policière aux ordres du gouvernement. Un niveau de répression rarement atteint.

Au plan national, il faut remonter à la guerre d'Algérie pour voir des chiffres d'arrestation similaires. Jusqu'à l'arrestation arbitraire des leaders identifiés, qui s'efforçaient pourtant de calmer la montée des tensions avec les forces de l'ordre.

Nous nous sommes rassemblés devant le commissariat pour exiger la relâche des jeunes interpellés.

Dès le début de leur mobilisation, le gouvernement Macron a cherché à utiliser la matraque et la répression judiciaire pour interdire à la jeunesse de revendiquer. Loin de la calmer, il provoque aujourd'hui une crise politique majeure.

Un espoir se lève dans le pays, le gouvernement voudrait l'arrêter par la répression. Après quelques centaines de manifestants à Abbeville le matin même, une masse de jeunes, de travailleurs, chômeurs et retraités ont manifesté le 17 octobre. De mémoire de militants, tous le disaient : c'est un niveau de mobilisation rarement atteint à Amiens. Dans le calme, dans les slogans, avec de multiples pancartes, la foule déterminée revendiquait dans une journée citoyenne qui n'appartenait à personne. Une journée où notre organisation syndicale, en intersyndicale a pris ses responsabilités pour garantir la possibilité à toutes et tous de pouvoir manifester.

A la dissolution de la manifestation, après la prise de parole de la CGT concluant la manifestation, immédiatement, la foule a été gazée à de multiples reprises. Des enfants, des poussettes prises pour cibles. Nous nous sommes exprimés en intersyndicale pour dénoncer auprès du préfet l'attitude de la préfecture qui a fait dégénérer une manifestation pacifique, qui a gazé des poussettes, tiré sur les jeunes à coup de LBD, et qui a mis en danger les manifestants en n'interrompant pas la circulation sur une manifestation pourtant déclarée.

Nous attendons toujours une réponse, que nous espérons plus pertinente que cette réponse faite à la foule venue protester contre le fait d'avoir été gazés, accusés d'utiliser le vocabulaire de la seconde guerre mondiale. Oui, ce sont des nuages ininterrompus de gaz lacrymo qui s'abattent sur des manifestants pourtant pacifiques ! Et ça, rien ne saurait le justifier.

La CGT est étrangère aux saccages et à l'incendie des services publics. Ce ne sont évidemment pas nos méthodes. Mais qui met le feu aux poudres par son arsenal répressif ? Qui refuse de répondre aux revendications de la jeunesse et des travailleurs ? Qui utilise la police pour faire monter les tensions, cherchant à tout faire dégénérer depuis des semaines ?

Il y a urgence à ce que le gouvernement réponde à nos revendications !

Qu'il réponde à la jeunesse, qu'il abroge parcours sup, qu'il débloque les 10 milliards revendiqués par les jeunes !

Bientôt 3 euros le litre d'essence à Noël ?

Au lieu d'envoyer des troupes en Arabie Saoudite, de faire voter budget de guerre, que ce gouvernement arrête d'affamer la population, augmente les salaires, dégèle le point d'indice, augmente les pensions, et bloque les prix notamment ceux du carburant !

Qu'on nous rende les 213 milliards donnés aux entreprises chaque année sans contrepartie pour créer de l'emploi, maintenir et nationaliser nos usines qu'ils ferment les unes après les autres.

Qu'il remballe son budget d'austérité, qui menace nos services publics du pire budget d'austérité de l'histoire, mettant nos hôpitaux et nos écoles à l'os ! On veut des pompiers, des canadaïrs, des moyens pour faire face à la crise climatique que nous avons tous connus cet été, pas des rafales pour engraisser les actionnaires de l'armement !

Qu'il abroge son indigne réforme des retraites !

Pour toutes ces raisons, généralisons la grève le 5 novembre !